



Commission permanente de Contrôle linguistique
rue Montagne du Parc 4 – 1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 28 octobre 2016

[...]

[...]

Monsieur le Bourgmestre,

En sa séance du 21 octobre 2016, la Commission permanente de Contrôle linguistique (CPCL), siégeant sections réunies, a consacré un examen à une plainte déposée parce que le plaignant, lors de sa visite à la maison communale de Woluwe-Saint-Lambert le 18 février 2016, n'a trouvé que des exemplaires unilingues français du périodique communal « Wolu Info ».

*
* *

Au sujet des périodiques communaux, la CPCL s'est toujours prononcée comme suit:

En vertu de l'article 18 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (LLC) et selon la jurisprudence constante de la CPCL, les services locaux (notamment les administrations communales) établis dans Bruxelles-Capitale, doivent publier en français et en néerlandais tout ce qui peut être considéré comme "un avis ou une communication au public". Il en est de même pour les articles rédigés par les mandataires ou les membres du personnel communal (cf. l'avis 24.124 du 1^{er} septembre 1993).

Les termes "en français et en néerlandais" doivent être interprétés de façon telle que tous les textes doivent être repris dans leur intégralité et simultanément dans le document concerné, et ce sur un pied de stricte égalité (contenu et caractères).

Quant aux autres rubriques qui doivent être considérées comme du travail rédactionnel, un juste équilibre doit être atteint (cf. l'avis 24.124 du 1^{er} septembre 1993).

Toutes les informations relatives à une activité culturelle ne concernant qu'un seul groupe linguistique, tombent sous le régime applicable au groupe linguistique en cause, ainsi que le prévoit l'article 22 des LLC, dans les termes suivants: "Par dérogation aux dispositions de la présente section (III Bruxelles-Capitale), les établissements dont l'activité culturelle intéresse exclusivement un groupe linguistique sont soumis au régime applicable à la région correspondante" (cf. l'avis 24.124 du 1^{er} septembre 1993).

Toutefois, la communication qui émane d'un échevin doit être établie en français et en néerlandais, même si elle concerne un organisme dont l'activité culturelle intéresse exclusivement un groupe linguistique.

*
* *

Dans son avis 46.017 du 16 mai 2014, la CPCL a constaté que le périodique communal "Wolu

Info" de janvier 2014 n'était pas conforme à sa jurisprudence constante, ni aux LLC. En application de l'article 61, § 3, des LLC, l'autorité de tutelle a été informée que la commune de Woluwe-Saint-Lambert enfreint répétitivement la loi linguistique en matière administrative pour ce qui est du périodique communal "Wolu Info" (lettre du 29 mai 2014) et qu'elle ne donne aucune suite aux avis de la CPCL en la matière, notamment les numéros 30.072/13 du 24 septembre 1998, 30.034/19 du 19 novembre 1998 et 30.034/35 du 18 novembre 1999.

Monsieur Rudi Vervoort, le ministre-président du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, a demandé au Collège des Bourgmestres et Echevins de la commune de Woluwe-Saint-Lambert (lettre du 18 juillet 2014) de lui communiquer les mesures qui seront prises par la commune pour conformer le périodique communal "Wolu Info" aux avis de la CPCL.

Dans sa réponse (lettre du 22 septembre 2014) la commune communique e.a. ce qui suit:

- dans le budget 2015, des crédits pour l'édition de deux périodiques communaux, l'un en français et l'autre en néerlandais, seront prévus;
- le tirage de ces éditions sera déterminé selon le nombre d'habitants appartenant aux groupes linguistiques néerlandais et français;
- chaque édition aura un contenu spécifique et contiendra de l'information communale concernant la politique générale de la commune.

La CPCL constate que l'édition et la diffusion de deux périodiques communaux unilingues (une version française et une version néerlandaise ayant un autre contenu), comme confirmé dans la lettre de la commune, constitue une violation de l'article 18 des LLC ainsi que de la jurisprudence constante de la CPCL en ce qui concerne les périodiques communaux.

Elle estime que la plainte est recevable et fondée.

La CPCL rappelle ses nombreux avis dans le même sens concernant l'édition et la diffusion de versions unilingues du bulletin communal "Wolu Info" (cf. e.a. 47.027 du 27 mars 2015, 47.046 du 22 mai 2015 et 47.138 du 16 octobre 2015 et 48.009 du 15 avril 2016).

Copie du présent avis est notifiée au plaignant.

Veillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Président,

E. VANDENBOSSCHE